

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 34

Annonce No 16-116799

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Cté d'Agglo Béziers Méditerranée.
Correspondant : M. le président, quai Ouest, 39 Boulevard de Verdun 34536 Béziers
Cedex, tél. : 04-99-41-33-30, télécopieur : 04-99-41-33-03,
courriel : marchespublics@beziers-mediterranee.fr adresse internet : <http://www.beziers-mediterranee.fr/>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://cabeme.marcowebe.fr>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : maîtrise d'œuvre relative à l'aménagement d'une voie verte le long du Canal du Midi sur le territoire de la Communauté d'agglomération Béziers-Méditerranée.

Mots descripteurs : Maîtrise d'œuvre.

Catégorie de services : 10.

Lieu d'exécution : territoire de la Communauté d'agglomération Béziers-Méditerranée.

Code NUTS : FR813.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

L'objectif de la mission de maîtrise d'œuvre est de réaliser l'ensemble des études et de superviser les travaux nécessaires à la réalisation d'une voie verte le long du Canal du Midi sur le territoire communautaire en se basant sur les conclusions de l'étude de faisabilité réalisée par la Direction Régionale de l'environnement, l'aménagement et le Logement (Dreal) "Canal du Midi, une voie verte dans l'hérault ?"

Il convient de noter que le classement du Canal du Midi au patrimoine mondial de l'humanité au titre des biens culturels/paysages culturels constitue un des éléments majeur à prendre en compte dans l'étude. Il est classé.

Afin de répondre aux attentes de la Communauté d'agglomération, pour la parfaite exécution des missions qui leurs seront confiées, les candidats devront notamment être en mesure d'apporter leurs compétences dans les domaines de l'ingénierie routière, de l'hydraulique, de l'environnement, du traitement paysager des infrastructures, du patrimoine ainsi que dans l'analyse des contextes réglementaires pour une telle opération.

Il s'agit d'une mission témoin et de missions complémentaires - élaboration d'une étude d'impact environnemental, d'un dossier "Loi sur l'eau" et d'une étude d'impact sur le patrimoine - en maîtrise d'œuvre infrastructure en réutilisation ou réhabilitation.

La part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est fixée à 900 000 euros.

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Cautionnement et garanties exigés : aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les régissent : les prestations seront réglées par un prix global et forfaitaire (forfait de rémunération provisoire).

Les prix sont révisés annuellement.

Une avance sera accordée dans les conditions prévues au CCAP.

Les prestations seront financées par des ressources propres prélevées sur le budget principal de la Communauté d'agglomération Beziers Méditerranée et/ou subventions et/ou d'un emprunt. Délai global de paiement des prestations de 30 jours à compter de la réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Situation juridique - références requises : - Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat : Kbis de moins de 3 mois, et le cas échéant, délégation de pouvoir précisant les montants délégués (si la personne signataire est différente de celle(s) désignée(s) au Kbis)

- déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

- renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

- copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

- lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (Dc1 dans sa dernière version en date du 31/03/2016 ou forme libre).

Capacité économique et financière - références requises : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

- preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

- liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire.

- indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat

- déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.

La prestation n'est pas réservée à une profession particulière.

Les personnes morales ne sont pas tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation.

Marché réservé : non.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- valeur technique appréciée au regard du mémoire technique : 60 %;
- prix des prestations : 40 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : **17 octobre 2016, à 17 heures.**

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Renseignements complémentaires : 1). Durée du marché : Le marché court à compter de sa notification jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement. L'exécution de l'élément de mission 1 (Avp) débute à compter de la date de notification du contrat. Les autres missions commencent dès réception de l'ordre de service prescrivant de démarrer les prestations.

La durée prévisionnelle du marché est de 32 mois et est décomposée comme suit :

- études : 12 mois
- exécution des travaux : 8 mois
- garantie de parfait achèvement : 12 mois

2). En cas de négociations, celles-ci se dérouleront selon les modalités suivantes :

- les négociations seront engagées avec l'ensemble des candidats ayant présenté une offre régulière, irrégulière ou inacceptable. Seront exclues des négociations les offres inappropriées et hors délai.
- les négociations seront menées dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats, de transparence des procédures et de traçabilité des échanges. Les négociations se dérouleront dans le strict cadre des critères de jugement des offres.
- le pouvoir adjudicateur négociera avec la possibilité d'éliminer les candidats par phases successives en application des critères de jugement des offres.

Le pouvoir adjudicateur pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Le dossier de consultation des entreprises (Dce) est remis gratuitement.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

les offres peuvent être transmises par lettre recommandée avec accusé réception ou déposées contre récépissé à l'adresse suivante (et aux horaires d'ouverture du lundi au vendredi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 17h30) : Communauté d'agglomération Béziers-Méditerranée, Service Juridique et Commande Publique, Quai Ouest, 39 Boulevard de Verdun, CS 30567, 34536 Béziers Cedex. Dématérialisation des procédures: l'organisme acheteur préconise la transmission des plis par voie électronique sur son profil acheteur: <http://cabeme.marcoweb.fr>. Les modalités de transmission électronique des plis sont définies dans le règlement de la consultation.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 15 septembre 2016.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée.

Correspondant : cellule Commande Publique, 39, Bd de Verdun, Cs30567, 34536 Béziers Cedex, adresse internet : <http://cabeme.marcoweb.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée.

Correspondant : cellule Commande Publique, 39, Bd de Verdun, Cs30567, 34536 Béziers Cedex, , tél. : 04-99-41-33-30, , télécopieur : 04-99-41-33-03, , courriel : marchespublics@beziers-mediterranee.fr, adresse internet : <http://cabeme.marcoweb.fr>.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée.

Correspondant : cellule Commande Publique, 39, Bd de Verdun, Cs30567, 34536 Béziers Cedex, , tél. : 04-99-41-33-30, , télécopieur : 04-99-41-33-03, , courriel : marchespublics@beziers-mediterranee.fr, adresse internet : <http://cabeme.marcoweb.fr>.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot, Cs99002 34063 Montpellier Cedex, courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot, Cs99002 34063 Montpellier Cedex, courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr.